

Sur la situation . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 2 novembre 1934

Le président du Conseil a-t-il remis hier la démission du cabinet à Sa Majesté le Roi ? Peu de gens disent oui, la plupart disent non. Les premiers estiment que le président du Conseil n'a d'autre issue à l'embarras où il s'est mis lui-même que la démission — qu'il est peut-être un homme bon, d'une bonté excessive même, mais que, pour tout cela, et malgré tout cela, il est trop avisé pour ignorer l'embarras où il s'est jeté, que seule la démission peut l'en tirer, et que démissionner vaut, de toute façon, mieux que s'accrocher. Les seconds estiment que le président du Conseil n'est pas seulement un homme bon, mais un homme bon et d'un espoir sans limites — et s'il manque de la ressource nécessaire pour se tirer des impasses, bien qu'il sache fort bien s'y jeter, il ne manque pas, en revanche, de savoir attendre, de bien augurer des jours à venir, et de s'en remettre à ce que les événements finiront par révéler. Dieu lui accordera peut-être l'aisance après l'épreuve ; Dieu lui accordera peut-être un dégagement à cet embarras, une issue à cette impasse ; Dieu inspirera peut-être au chef du Cabinet royal quelque plan habile et heureux, qui lui permettra de persuader les Anglais que le président du Conseil est un homme bon, que les hommes bons sont rares, qu'il vaudrait mieux accepter ce qu'il propose et lui pardonner ce qu'il a déjà fait, et que les Anglais devraient se satisfaire du renvoi des deux ministres, l'accepter tel qu'il est, travailler avec lui, rester en contact avec lui — car qui sait, peut-être que le président du Conseil qui lui succéderait, s'il venait à démissionner, se révélerait plus rusé que lui, plus chanceux dans son habileté, et plus excessif encore dans sa bonté, plus enclin encore à s'empêtrer dans l'erreur.

Tous ces espoirs, donc, pourraient bien se jouer de l'homme bon lui-même — d'autant qu'il faut y ajouter que Ziwar Pacha est un homme de forte carrure mais d'esprit leste, de parole leste, capable de persuader par une plaisanterie qui ressemble au sérieux et un sérieux qui ressemble à la plaisanterie ; et les Anglais aiment cette souplesse, se laissent toucher par cette habileté, s'émerveillent de cette contradiction même entre l'apparence et le fond. Ils aiment Ziwar Pacha, et ses démarches pourraient bien réussir ; ils pourraient accepter son avis et consentir à laisser Abdel Fattah Yehia Pacha au pouvoir une semaine, ou quelques semaines de plus. D'aucuns croient de même que l'homme bon s'est simplement bercé d'espoir, et n'a donc pas remis sa démission hier,

attendant plutôt que le sort le rattrape, quoi que le sort lui réserve.

Nous ignorons lequel des deux camps se trompe et lequel a raison, mais ce que nous observons, en tout cas, c'est que ceux qui se préoccupent de cette crise violente, s'efforçant soit de la résoudre soit de la compliquer davantage, ne songent guère, ou à peine, qu'aux deux protagonistes de cette lutte : les Anglais et ce qu'ils veulent, d'une part, le Cabinet et ce qu'il peut faire, d'autre part. Et pourtant les Anglais et le Cabinet ne se disputent pas pour rien, ne luttent pas en l'air par simple désir de passer le temps, en quête de divertissement et de distraction ; leur querelle et leur lutte reposent, qu'ils le veuillent ou non, sur quelque chose de réel, de palpable, de tangible — quelque chose que chacun ressent et que chacun connaît : la vie de ce peuple égyptien, la manière dont elle est administrée, et la façon dont ses affaires sont conduites. Car les Anglais n'ont pas acheté l'Égypte pour eux-mêmes, et les ministres, non plus qu'al-Ibrachi Pacha, n'ont pas hérité l'Égypte et son peuple de leurs pères.

Il serait donc raisonnable, il serait même souhaitable, que les deux protagonistes réfléchissent à l'objet même de leur différend, et se demandent ce que pense de ce différend ce peuple égyptien — sur les intérêts et les affaires duquel, sur le droit à la liberté et la part qui lui en revient, ils se disputent — ce qu'il veut. Comment imagine-t-il que la crise se résolve, et quelle solution pourrait le satisfaire ?

Nous jugeons cela naturel et raisonnable — mais jusqu'à présent les deux protagonistes n'ont montré à ce peuple ni sollicitude, ni attention, ni la moindre question sur ce qu'il veut. Le président du Conseil a consulté la Résidence du Haut-Commissaire, et n'a jamais songé à consulter les Égyptiens ; la Résidence lui a donné son avis, et n'a jamais songé à en référer aux Égyptiens. Puis le président du Conseil s'est irrité de l'avis anglais et a refusé de l'accepter, sans jamais songer à solliciter plutôt l'avis des Égyptiens ; puis les Anglais se sont irrités de voir le président du Conseil se détourner de leur avis après l'avoir sollicité, sans jamais songer aux Égyptiens, ni à ce que les Égyptiens auraient pu en penser.

Puis le président du Conseil a nié avoir consulté les Anglais ; puis les Anglais ont affirmé qu'il les avait consultés ; puis le président du Conseil est revenu admettre que cela se pouvait, sans trancher si la chose avait eu lieu ou non. Puis la crise s'est aggravée et l'étau s'est resserré, et les deux protagonistes ont continué leur querelle, sans jamais rien demander aux Égyptiens, sans jamais se soucier d'eux, comme si l'affaire ne les

concernait ni de près ni de loin.

Qu'on en dise autant de l'affaire de ces deux ministres. Les Égyptiens ont demandé leur renvoi, et personne ne les a écoutés — ni le Cabinet, ni les Anglais. Puis les Anglais ont demandé leur renvoi, et le président du Conseil a d'abord résisté, puis a cédé et consenti à la reddition.

Qu'on en dise autant de Zaki al-Ibrachi Pacha. Les Égyptiens ont demandé qu'on l'écarte des affaires de l'État, et ni le Cabinet ni les Anglais n'y ont prêté attention. Puis les Anglais en ont fait la demande, et le Cabinet en a été bouleversé, la terre a tremblé sous lui comme elle a tremblé sous al-Ibrachi Pacha lui-même, jusqu'à ce qu'il fût contraint de se retirer.

Tout cela peut sembler étrange — au vingtième siècle, dans un pays qui n'est plus une part de l'Afrique mais est devenu une part de l'Europe, qui n'est plus soumis au pouvoir despotique mais soumis à la démocratie et à la constitution. Cela peut sembler étrange, mais c'est un fait avéré dont nul ne saurait douter ni faire un objet de controverse : le peuple égyptien est bien la dernière chose à laquelle songent les deux protagonistes en ces jours. Plus étrange encore, peut-être, les Anglais se demandent parfois quelle pourrait être l'opinion des Égyptiens sur ce qu'ils font et ce qu'ils disent — ils l'écrivent dans leurs journaux, inspirés par quelque suggestion venue de leurs hommes d'État, ici ou là. Mais les ministres égyptiens ne se sont jamais posé cette question, il ne leur est même jamais venu à l'idée de se la poser ; ils ont ignoré l'Égypte tout à fait, l'ont reniée entièrement, et se sont comportés, tout au long de cette crise, comme si elle ne menaçait qu'eux-mêmes et leur ami al-Ibrachi Pacha — que leurs propres postes et le sien. Comme si ces postes leur appartenaient, et non au peuple ; comme si c'était leur droit, et non celui du peuple. Il nous semble que si les deux protagonistes ignorent l'Égypte et la renient, l'Égypte, elle, ne s'ignore pas elle-même, ne saurait renier son propre droit, ni oublier qu'elle existe, qu'elle sent, qu'elle pense et qu'elle veut — et que l'issue de ce différend doit, en tout état de cause, lui revenir. Et si les Anglais et les ministres ne veulent rien lui dire, rien lui demander, elle a peut-être, elle, quelque chose à leur dire, à leur exposer, et à exiger d'eux qu'ils l'entendent et qu'ils y réfléchissent bien.

Ce qu'elle dirait aux ministres, les ministres le savent fort bien, mais s'en détournent, car rester au pouvoir leur est, semble-t-il, plus cher que de l'entendre, et leur agrée davantage que son approbation. Ils savent

que, cette crise les ayant mordus et ayant révélé tout ce qu'elle a révélé de leur faiblesse, de leur incapacité, de leurs insuffisances et de leurs manquements, ils ne sont plus dignes de demeurer au pouvoir — que ce pouvoir soit démocratique ou despotique. Car le pouvoir démocratique repose sur la confiance, et les Égyptiens ne font pas confiance aux ministres ; et le pouvoir despotique repose sur la crainte et le respect, et depuis que la crise a éclaté, il ne reste plus un seul Égyptien qui redoute les ministres ou en tienne compte. À quoi bon, dès lors, leur maintien au pouvoir, et à quoi bon leurs illusions d'espoir ? Que les Anglais soient satisfaits d'eux — ils ne le seront pas ; ou que les Anglais s'irritent contre eux — ils le sont déjà. Rien de tout cela ne leur vaudra la confiance des Égyptiens, ni ne leur rendra le respect qu'ils ont perdu. Leurs demeures, donc, leur conviennent mieux que leurs ministères, et il vaudrait mieux pour eux d'y retourner aujourd'hui que d'y retourner demain ou après-demain, car leur maintien au pouvoir ne leur apporte que davantage de faiblesse, davantage d'incapacité, et un effacement croissant dans le cœur des gens.

Voilà ce que l'Égypte dit aux ministres. Quant à ce qu'elle dit aux Anglais, ils le savent fort bien eux aussi, l'ayant entendu mille fois de sa bouche. Ils l'entendent d'elle chaque jour : elle a dit, elle dit encore, et elle dira toujours, que l'âge où l'on gouverne les peuples par la tyrannie et la contrainte, par la ruse et la fourberie, est révolu ; que vous l'avez éprouvé en Égypte de longues années durant sans en tirer aucun bien, sans que personne n'en tire aucun bien ; qu'il ne vous reste qu'une seule voie : comprendre l'Égypte comme elle doit être comprise, et rendre sincère le lien qui vous unit à elle — sans réserve, sans ruse, sans montrer une chose tout en cachant une autre. Et si vous faites cela, vous arriverez, en fin de compte, à ce à quoi vous ne pourrez pas ne pas arriver : la reconnaissance de l'Égypte comme une nation mûre, digne d'entretenir avec vous des relations dignes et honorables, qui ne reposent que sur la confiance, l'intégrité et la sincérité. La voie en est claire : rendez au peuple les affaires du peuple ; parlez au peuple ; écoutez le peuple lui-même, non ceux qui ne font que répéter votre propre air parmi ceux que vous soutenez et favorisez.

Rendez donc à l'Égypte sa liberté tout entière, telle qu'elle était ; reprenez donc avec l'Égypte ce dialogue que vous aviez jadis engagé, et achevez de bonne foi ce que vous aviez commencé. Et soyez assurés que le renvoi de ce cabinet ou son maintien, que le renvoi d'al-Ibrachi Pacha ou son maintien, que votre intervention dans les affaires de l'État, par la

fermeté ou par la douceur — rien de tout cela ne vous apaisera, ni n'apaisera les Égyptiens, ni ne résoudra les difficultés qui vous séparent d'eux. Car ces difficultés n'ont d'autre solution que l'échange de la confiance, de l'honnêteté et de la sincérité.